



Enfin... un nouveau Président pour la Commission de l'UEMOA

Fiche pratique publié le 16/04/2017, vu 1075 fois, Auteur : [Dr Robert YOUGBARE](#)

La Commission de l'UEMOA vivait au ralenti, depuis un certain temps, à l'expiration du mandat de l'ancien Président de ladite Commission. Cette situation semble avoir connu une issue heureuse avec la désignation, à la dernière session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA, à Abidjan, le 10 avril 2017.

Habemus papam, étions-nous tenté de nous exclamer à l'annonce de la désignation par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement (CEG) de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à la tête de de la Commission de ladite organisation.

La crise, que dis-je, la guéguerre qui opposait certains chefs d'Etat de l'Union, chacun voulant y voir nécessairement la tête d'un de ses nationaux, a fini par trouver une issue heureuse. Et pourtant, on croyait le problème réglé depuis la dernière épisode du même feuilleton, qui avait fini avec un accord (in)formel quant à la nationalité du prochain Président de la Commission. C'est à croire que les acteurs n'ont pas spontanément honoré cet accord, ce qui nous aurait évité les désagréments que l'on connaît.

Mais, bref.... cela relève dorénavant de l'histoire, depuis le 10 avril 2017, date à laquelle la CEG de l'UEMOA, à l'occasion d'une session extraordinaire, a trouvé un successeur à Cheicke Hadjibou SOUMARE, en la personne du nigérien M. Abdallah BOUREIMA. Ce dernier n'est d'ailleurs pas un inconnu de la Maison UEMOA, y étant déjà en qualité de commissaire depuis 2011.

Il était temps. Cela n'a que trop duré. Cela faisait quelques temps que la maison UEMOA battait de l'aile, avec l'annonce du dépôt de sa lettre de démission du Président sortant, le sénégalais Cheicke Hadjibou SOUMARE, en fin d'année 2016. Depuis, tout semblait fonctionner a minima. Pour preuve, le budget de l'UEMOA pour le compte de l'année 2017 n'a encore pas pu être adopté, faute d'une préparation rigoureuse. Sans un budget adopté, il est évident que rien de sérieux ne pouvait être initié à l'UEMOA, en dehors des projets financés par les partenaires externes qui ont une certaine autonomie.

Cela n'est pas sans rappeler la paralysie qui a marqué également la vie de la Cour de justice de la même organisation qui, pendant des années, n'a pas pu examiner un seul dossier, par suite de dissension entre les membres de l'auguste Cour. Là aussi, les choses semblent avoir repris, avec l'annonce de la reprise des audiences.

Espérons que de tels dysfonctionnements, liés à la boulimie politicienne de certains dirigeants à la tête des Etats membres de l'Union, ne réapparaîtront plus, afin de permettre à la maison de poursuivre sereinement ses nobles objectifs. Quand comprendra-t-on que les organisations régionales ne sont pas des départements ministériels de certains Etats et qu'elles ont des agendas communautaires à poursuivre, indépendamment des agendas des gouvernements

respectifs des pays membres?

<http://www.uemoa.int/fr/la-conference-des-chefs-detat-et-de-gouvernement-de-luemoa-reunie-abidjan-en-cote-divoire-en-session>